

SOS Jeunes en détresse

Le secteur jeunesse désorienté et en colère face aux nouvelles mesures sanitaires !

Des bulles de 10 autorisées mais interdites pour les activités associatives : une catastrophe pour les jeunes de + 18 ans !

Cher.e.s Journalistes,

LE CONTEXTE

Mercredi 3 mars, les Ministres Pierre-Yves Jeholet (Ministre-Président) et Valérie Glatigny (Ministre de la Jeunesse) consultent différents acteurs gravitant autour de la jeunesse (enseignement supérieur, secteur jeunesse, droit de l'enfant, pédopsychiatres, ...) et les jeunes eux-mêmes. Nous saluons bien évidemment cette initiative dont l'objectif est d'entendre les préoccupations grandissantes de la jeunesse et les relayer au Comité de Concertation du 5 mars. Bravo.

Nous, acteurs de terrain pour la plupart réunis au sein des fédérations d'Organisations de Jeunesse et de Centres de Jeunes, insistons, comme nous le faisons depuis plusieurs mois déjà, sur la dégradation psycho-sociale des jeunes. Nous émettons un appel à l'aide et revendiquons la nécessité d'assouplir les restrictions à leur égard.

En parallèle, des pédopsychiatres appellent sans détour au déconfinement de nos structures jugées essentielles pour pallier le désarroi engendré par la crise sanitaire, via une lettre ouverte. Ils proposent notamment « *la réouverture des services adressés aux jeunes majeurs, restés fermés jusqu'à présent* ».

LE 5 MARS 2021 : UNE ÉNIÈME DOUCHE FROIDE POUR LA JEUNESSE

C'est donc confiants et remotivés par la promesse de Madame Glatigny de plaider pour la prise en compte de la situation des jeunes, de tous les jeunes, que nous avons pris connaissance du nouveau protocole, mais...

Une onde de choc se répand au sein du secteur de la Jeunesse à la lecture du nouveau protocole.

Parmi plusieurs insatisfactions, pointons-en quelques-unes :

- Alors que des bulles de maximum 10 personnes majeures sont possibles maintenant, cela ne l'est plus si celles-ci sont...encadrées par un animateur.
- Le protocole jeunesse renvoie vers les protocoles sport, Horeca, ONE, lutte contre le décrochage... bref, hardi celui qui arrive à s'y retrouver...
- Les excursions d'une journée sont depuis cette semaine de nouveau possible pour les enfants scolarisés mais...ils ne peuvent pas être accueillis par les Centres et organisations de jeunesse puisque ceux-ci sont limités à des groupes de 10...
- Les activités pour les vacances de printemps seraient conditionnées à des testing avant et après la semaine d'activités, mais aucune information n'est disponible, ni aucune précision. Comme dès lors mettre en place ces activités sans davantage de précisions.

Enfin, à la veille d'un déconfinement espéré, où des assouplissements et de nouvelles mesures sont envisagés, il est essentiel pour nos associations de pouvoir se projeter, se préparer à ce déconfinement progressif. Nous voulons faire partie de la solution et la qualité de nos actions et missions en dépend. Les activités jeunesse demandent du temps de préparation, et particulièrement en ce temps de Covid qui s'accompagne d'un enjeu sanitaire important.

LE SECTEUR EST EN COLÈRE !

En tant qu'acteurs de terrain, comment interpréter cette mesure sinon comme un déni de confiance et de respect vis-à-vis de notre action envers les jeunes ? Depuis des mois, nous soutenons une jeunesse qui sombre à vue d'œil, jouant les équilibristes pour garder le lien. Depuis des mois, nous maintenons les solidarités constructives qui nous définissent. Depuis des mois, nous enchaînons les réunions avec les Ministres et responsables politiques. À quoi bon ?

Aujourd'hui, nous crions notre ras-le-bol quant au manque de considération des autorités à notre égard. Trop souvent, nous avons le sentiment que nos dirigeants perçoivent nos activités comme du « loisir », du « ludique », voire même du... gardiennage ! Des dirigeants politiques qui semblent oublier l'histoire socioculturelle de leur pays, associant trop souvent l'éducation permanente de nos associations à du récréatif.

Ces multiples réunions de consultation avec notre secteur nous apparaissent aujourd'hui futiles si notre parole n'est absolument pas prise en compte. Le mot « concertation » agit comme une sorte de « passe-droit » pour faire passer des mesures-giffles à notre secteur ! Nous faisons partie de la solution, et ça, les politiques doivent l'entendre.

LA MOBILISATION

Aujourd'hui, nous crions notre désarroi face au manque de considération du Comité de Concertation à l'égard de nos avertissements répétés concernant la détresse des jeunes, de tous les jeunes.

Les professionnels du secteur Jeunesse rejoignent la colère créative du mouvement « Still Standing for Culture » et préparent d'autres actions de sensibilisation sur le terrain, en présentiel (dans l'espace public) et en distanciel (sur les réseaux sociaux). Et cela, tant que la politique de l'autruche durera...

>>> CONTACTS ET INFOS :

Cédric Garcet | Fédération des Maisons de Jeunes en Belgique francophone | 0473 35 29 29

Claude-Etienne Scoriels | Nature et Loisirs | 0476 99 81 74

Denis Toune | Fédération Nationale des Patro | 0472 45 10 28

